

Nouvelles locales du vendredi 11 mars 2016

@rib News, 11/03/2016 ¶ Politique - Karenga Ramadhani (photo) remplace Richard Giramahoro à la tête du Conseil National de la Communication depuis ce 10 mars 2016. Cet ancien journaliste de la BBC et Deutsche Welle, ex-ministre de la communication a aussi siégé à l'assemblée nationale en 2010 comme élu de la province Bururi actuellement Rumonge. Un des grands dossiers qu'il aura à gérer reste la réouverture des médias privés au Burundi.

- Ce jeudi à Gitega, se tenait une rencontre entre le ministre de l'intérieur et de la formation patriotique, Pascal Barandagiye et des responsables d'organisations de la société civile. Le but était de fournir des contributions pour l'élaboration du nouveau code de conduite et la rédaction d'une nouvelle loi régissant les organisations de la société civile. Le projet envisage une réglementation qui passe de 47 à 87 articles. Selon le ministre Barandagiye, il s'agit de mettre fin à l'anarchie des organisations de la société civile. Il est notamment prévu que tous les financements des organisations de la société civile transitent par la Banque de la République du Burundi (BRB). La nouvelle loi entend limiter aussi les mandats des responsables à la tête de ces organisations. Des sanctions seront prononcées à l'encontre de ceux qui dépasseront deux mandats, chacun de cinq ans. Pascal Barandagiye se dit inquiet de la situation socio-politique qui n'est pas satisfaisant dans certains quartiers de la capitale. Il s'est adressé aux participants en évoquant des insurgés qui tuent à Bujumbura. Selon lui, la violence devrait cesser suite à la concertation de tout le monde. Il a de plus déploré le faible taux de participation des associations agréées alors qu'elles sont très nombreuses. Un participant à l'échange, Hamza Venant Burikukiye de Capes+ a proposé que les accords de financement des organisations de la société civile soient contresignés par le ministre de tutelle. Pour lui, cela permettrait de respecter les équilibres constitutionnels au sein des organes dirigeants. De son côté, Jangwa Beco, président D'ONELOP s'est étonné de voir des organisations suspendues reprendre leurs activités dans les bureaux de Caritas Burundi. De surcroît, elles continuent à rafler tous les financements en devises comme il l'a dénoncé. Un avis partagé avec François Xavier Ndaruzaniye de la Ligue Izere Ntiwihebure. Rappelons que l'APRODH, FOCODE, FORSC et la LIGUE ITEKA ont été effectivement suspendues par les autorités, leurs comptes en banque étant par ailleurs bloqués.

- Le parti FNL reconnu par le ministère de l'intérieur voit en la Commission Vérité Réconciliation(CVR) un moyen efficace d'écouler avec toutes les crises qui ont endeuillé le Burundi depuis de nombreuses années. Jacques Bigirimana président du FNL estime que la crise que traverse le Burundi actuellement ne peut pas entraver le travail de la CVR. Qu'il y ait un problème dans le pays aujourd'hui, cela ne devrait pas bloquer les activités de la CVR; plutôt, ce sont les activités de la CVR qui devraient intervenir pour mettre fin aux violences et aux hostilités. - La CVR risque de travailler sous injonction du plus fort, selon l'UPRONA. Le parti UPRONA tendance NDIJE trouve que les circonstances politico-sécuritaires dans lesquelles le Burundi évolue ne permettent pas à la CVR de faire son travail convenablement. Tatien Sibomana porte-parole de cette tendance estime qu'il sera difficile pour toute personne qui n'est pas membre du parti présidentiel d'oser aller témoigner en chargeant les « gros poissons » du CNDD-FDD. - Une semaine après le lancement des activités de la commission vérité réconciliation, le CNDD-FDD accuse certains politiciens de vouloir déstabiliser les travaux de cette commission.

Parmi les personnalités citées, il s'agit de Pierre Buyoya ancien président de la république, d'autres acteurs politiques burundais sans oublier les étrangers dont le belge Louis Michel et les Rwandais qui étaient réfugiés au Burundi dans les années 1959. Dans une déclaration faite à la Radio Nationale du Burundi, Gelase Ndabirabe porte parole du Cnnd Fdd explique que tous ces étrangers Rwandais et Belges devraient comparaître devant la commission pour expliquer les crimes commis dans les années 1972. Dans ce communiqué, le CNDD-FDD pointe du doigt à la Belgique qui est le premier responsable de la première grande crise qui a fait disparaître le vaillant prince Louis Rwagasore. Selon le CNDD-FDD, la Belgique devra répondre devant la commission vérité et réconciliation. Ce parti révèle également plusieurs fossés communes dont les auteurs sont des anciens militaires qui ne veulent pas eux aussi entendre les travaux de la CVR. ¶ Droit de l'Homme - Trois jeunes gens ont été interpellés ce vendredi soir par la police dans le quartier Gitaramuka en zone urbaine de Musaga en mairie de Bujumbura. Des témoins décrivent la scène où des policiers ont fait irruption en tirant avant de capturer les jeunes personnes. Parmi eux figure un certain Rusake, déjà recherché par le Service National de Renseignement et la police, indiquent des habitants de Musaga. Deux hommes viennent d'être arrêtés dans le quartier de Jabe ce vendredi en mairie de Bujumbura. Selon des témoins, les policiers étaient accompagnés par un certain Désire qui s'est rendu dernièrement. Un boutiquier raconte qu'il a vu à bord d'une camionnette avec deux policiers et qu'il a sillonné les rues du quartier en racontant qu'il contribuait au retour de la paix. Une autre arrestation a été signalée dans la zone de Nyagasasa, colline de Nyamugari en commune de Mugamba de la province Bururi. La personne interpellée s'appelle Jean de Dieu Yamuremye et ses proches disent avoir peur pour sa sécurité. Les policiers qui l'ont arrêté auraient pris la direction de la capitale Bujumbura. - L'observatoire Ineza des Droits de l'enfant fait un bilan quarante

trois enfants en conflits avec la loi, deux mineurs victimes de viols quatorze enfants spoliés des biens laissés par leurs parents et onze enfants privés de la pension alimentaire. C'est le bilan avancé par cette organisation qui occupe des droits des enfants dans la province de Rumonge de Janvier à Février 2016. Cet ONG lance un cri d'alarme et demande à la justice de traiter très rapidement les dossiers des mineurs. L'OIDEB interpelle les autorités burundaises à mettre en avant l'intérêt de l'enfant par la mise en place d'une politique de la protection des Droits des enfants et de protection des biens des orphelins. Le gouvernement du Burundi a créé un centre d'encadrement des mineurs en conflits avec la loi près de la prison de Rumonge. Ces enfants devraient bénéficier d'une formation professionnelle. La prison centrale de Rumonge héberge encore vingt sept mineurs en conflits avec la loi qui n'ont pas encore été transféré dans ce centre. ¶ Justice Les travailleurs de la direction générale des affaires pénitentiaires se plaignent de ces arriérées de salaires et affirment qu'ils n'ont jamais reçu d'explications. A leurs postes d'attache et dans les bureaux, ils sont très

irréguliers. Certains se présentent dans un état de faiblesse avec un visage désintéressé. Le directeur administratif et financier a reproché de s'ingérer dans des affaires qui ne regardent pas les travailleurs. À Sécurité - Sept cent cartouches ont été volées dans les enceintes du commissariat provincial de Makamba ce mercredi 9 mars 2016. Après des enquêtes, un magasinier de ce commissariat APC Harerimana Jean Claude a été arrêté ce jeudi 10 mars 2016. Trois autres personnes originaires de la commune Mabanda ont été également arrêtées pour la même affaire.

Le destinataire des munitions volées a échappé à la police et cette dernière a arrêté sa femme. Ndayiragije Honorée avoue qu'il pratique le commerce de munitions pour armes en République Unie de Tanzanie utilisées dans la chasse des éléphants. À Santé - Les habitants des quartiers Kanyenkoko et Rukinga de la ville de Rumonge de la même province disent que des chenilles ravagent les petits arbres. Au contact de l'homme, ils provoquent des maladies de la peau. Ce vendredi 11 mars 2016, les agents de la direction provinciale de l'agriculture et de l'élevage à Rumonge avaient commencé à les pulvériser. Les quartiers les plus touchés sont ceux de la périphérie de la ville de Rumonge où se pratiquent les activités agricoles comme la culture du manioc, celle des tomates et celle des légumes. Ces habitants demandent aux responsables de l'agriculture de la province Rumonge de multiplier des campagnes de pulvérisation pour assurer que ces insectes ont disparu. Quatre familles du quartier touchés avaient commencé à déménager de leur domicile risquer de cause des maladies. À Education - Le syndicat national du personnel enseignant des écoles primaires apprécie la mesure du gouvernement d'accorder 20 milliards de francs bu pour l'indemnité des disparités salariales. Gilbert Nyawakira président de ce syndicat affirme qu'à partir du mois de février 2016 la mesure a été mise en pratique. Il précise que tous les enseignants ont bénéficié de cette indemnité. Le président du SYNAPEP encourage le gouvernement burundais à engager à ajuster les salaires des enseignants. Il agit d'une indemnité de disparité salariale d'un montant de 20 milliards par an qui va durer 4 ans accordée par le gouvernement burundais aux enseignants.